ELECTIONS LEGISLATIVES DE JUIN 1981

Département du Morbihan

Première Circonscription



Raymond MARCELLIN

Mesdames, Messieurs,

Je me présente à vos suffrages pour défendre les intérêts des huit cantons de la circonscription de VANNES et pour faire face à une situation politique dangereuse sur le plan national. C'est pourquoi, je quitterai le SENAT pour l'ASSEMBLEE NATIONALE.

Un vote favorable, pour le parti Socialiste, aux prochaines élections législatives entraînerait la création, en France, d'un Etat socialiste. La gestion économique et financière d'un tel Etat, avec ses excès, s'est toujours terminée, dans notre pays comme à l'étranger, par un appauvrissement général.

L'Etat socialiste n'a jamais été profitable à aucun travailleur dans un pays développé industriellement, car il signifie déficit budgétaire, déséquilibre commercial, diminution de la productivité, inflation aggravée et baisse du pouvoir d'achat. Le socialisme est moins social que le libéralisme moderne. En 1981, le budget social que nous avons financé, avant l'arrivée des Socialistes au Pouvoir, se chiffre à 636 milliards pour la santé, la vieillesse, l'invalidité, la famille, le chômage, les allocations de logement. Comment les socialistes, avec la dépréciation du Franc, la diminution de la productivité et du volume de la production pourront-ils donner autant en valeur réelle ?

Les nouvelles nationalisations arrivent à un très mauvais moment, car nous avons à faire face à la concurrence américaine, allemande et japonaise. Dès l'annonce de la victoire socialiste à l'élection présidentielle, les entreprises privées nationalisables ont perdu leurs marchés à l'étranger et ont été contraintes de cesser leurs investissements. Quel gâchis ! Personne dans le monde n'a confiance dans la gestion socialiste d'où les attaques contre le Franc et les pertes de devises. Les déficits et les grèves sauvages du secteur public, que subissent les contribuables, ont conduit le Général de GAULLE, pendant les onze ans où il a été Chef de l'Etat, de 1958 à 1969, à ne plus faire une seule nationalisation. La sociale-Démocratie allemande a condamné, depuis 1959, l'économie étatisée et c'est pourquoi elle diffère entièrement du projet de nos socialistes.

En arrêtant la construction des centrales nucléaires, les socialistes démolissent une industrie employant 250.000 travailleurs. L'énergie sera plus chère, le kilowatt-heure nucléaire coûte 16 centimes contre 28 centimes pour le charbon et plus de 50 centimes pour le pétrole. Notre indépendance énergétique n'est plus garantie.

Si les électrices et les électeurs envoient une majorité de socialistes à l'ASSEMBLEE NATIONALE, toutes les aides aux écoles libres et la liberté de l'enseignement seront supprimées.

Le Morbihan, par une politique volontaire, a créé, de 1975 à 1980, 14.165 emplois salariés. Si tous les départements en avaient fait autant, la France aurait compté 1 million 500 mille emplois de plus, au lieu de moins de 500 mille. Pour les jeunes, nous conduisons une politique fondée sur le travail au pays, l'efficacité professionnelle, les équipements sportifs et socio-culturels améliorant l'environnement de la vie individuelle et sociale.

Le revenu agricole reçoit, à BRUXELLES, au fil des années, des amputations que les agriculteurs ne peuvent plus accepter. Une politique agricole performante doit s'appuyer sur le respect de l'indexation des prix agricoles sur les prix de revient, l'organisation des exportations extra-communautaires, la protection des frontières du Marché Commun, l'efficacité des aides pour l'installation des jeunes agriculteurs et la constante modernisation des exploitations familiales. La réalisation de ces objectifs exige que les marchés soient gérés à BRUXELLES avec le concours des professionnels.

Les socialistes nous promettent la décentralisation dans les dix huit mois. Je n'y crois pas. J'attends pour me faire une opinion que leur Ministre des Finances nous dise quelles ressources supplémentaires il accordera aux Collectivités Locales et aux Régions.

Pour ma part, j'ai obtenu de l'Etat, le 19 juin 1980, une augmentation de 40 % du plan routier breton, 1400 millions de Francs pour électrifier les Chemins de Fer bretons et des engagements précis pour accroître la création des emplois dans l'agro-alimentaire, l'électronique et les industries diverses. Ce même jour, des crédits supplémentaires ont été décidés pour les équipements scolaires du Second degré, la mise en valeur et la protection des façades maritimes, ainsi que pour la défense contre les marées noires. La Bretagne a, de plus, été classée comme région « PILOTE » pour les énergies renouvelables.

J'ai défendu la République en 1968 et rétabli l'ordre contre les émeutes de la rue. Je crains que les premières mesures de laisser-aller prises par le Gouvernement socialiste ne nous fassent prendre le chemin d'une situation « à l'Italienne ».

La France veut vivre et travailler en paix. Elle ne formule aucune revendication territoriale à l'égard de quiconque. Elle sait que la faiblesse attire la guerre. Une défense nationale forte et de solides alliances garantissent, seules, la paix. La progression mondiale du communisme s'est toujours faite par la guerre ou par l'action subversive à l'encontre des Etats fragiles. Un Etat socialiste a toujours été vélléitaire dans les domaines de la défense nationale et des affaires étrangères.

L'actuel Président de la République a déclaré qu'il gouvernerait avec la Majorité qui sortira des urnes. Une entente se fera donc entre le pouvoir présidentiel et le pouvoir législatif. Il ne peut pas en être autrement. Le Morbihan, courageux, n'a jamais accepté la résignation. Il a soutenu, sans jamais la moindre défaillance, la grande œuvre entreprise pour la Patrie par le Général de GAULLE. Il n'acceptera pas qu'une idéologie matérialiste s'impose à tout notre pays. Les electrices et les électeurs ont donc le pouvoir, par leur vote, de recentrer la politique française et de s'épargner les excès et les abus d'un Etat socialiste. Ils ont le pouvoir de faire prédominer leurs intérêts fondamentaux et ceux d'une République libérale, sociale, moderne, ennemie de la démagogie et de l'aventure et donc vraiment capable de servir le bien commun des Françaises, des Français et de la France.

Raymond MARCELLIN
Ancien Ministre
Président du Conseil Général du Morbihan
Président du Conseil Régional de Bretagne

Joseph BRIEND
Exploitant Agricole
Maire de PLEUCADEUC
Conseiller Général de QUESTEMBERT

Candidats d'Union

Imp. typo-offset Gerard LORGEOUX Locmine